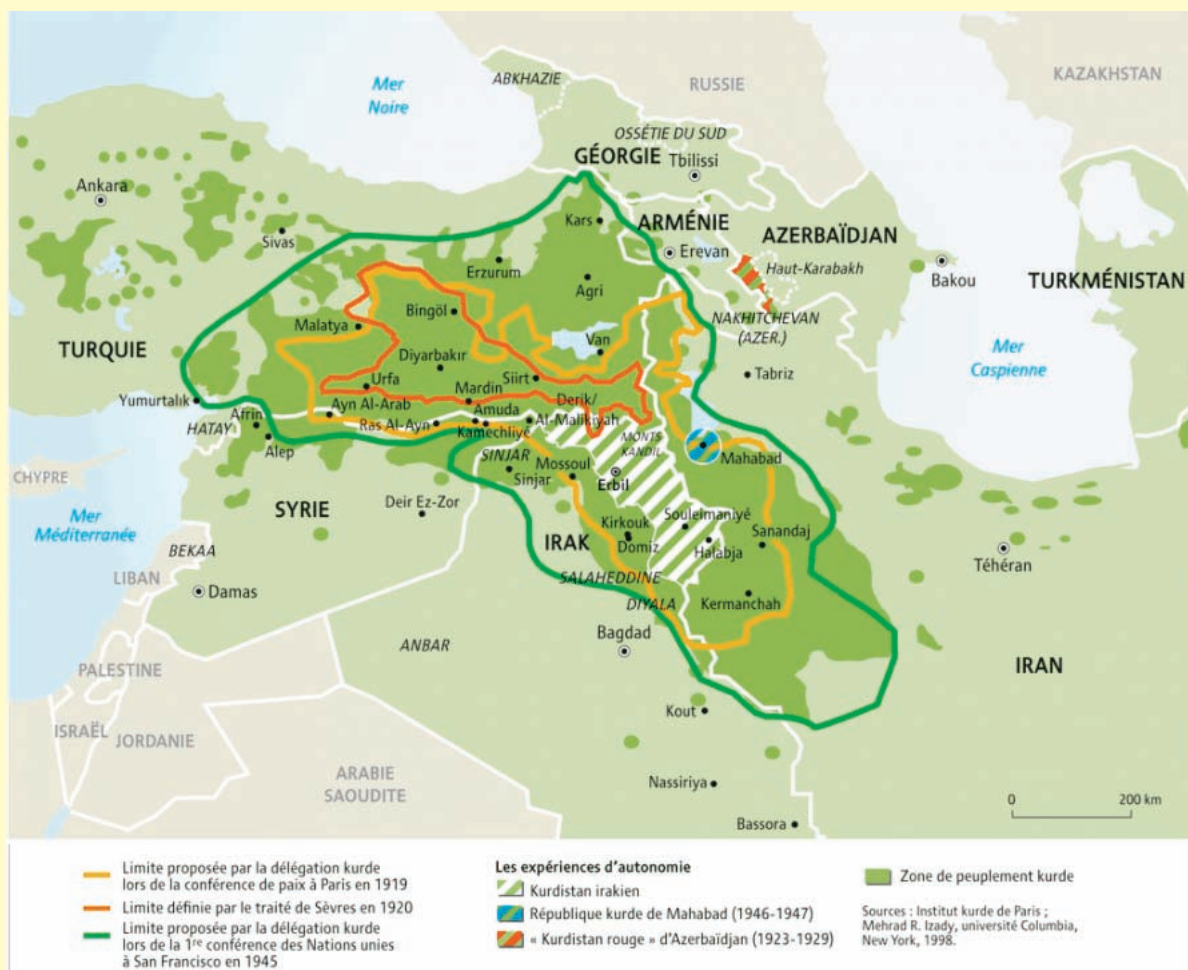


# Les communes du Rojava l'alternative démocratique du Kurdistan au Moyen-Orient

**L**e Kurdistan, lieu de passage des populations depuis des millénaires, est aussi un lieu d'accueil et de brassage des cultures. Il est le lien entre l'Occident et l'Orient. Le traité de Lausanne (1923) a divisé le Kurdistan en quatre entités étatiques (Turquie [Nord-Kurdistan], Iran [Est-Kurdistan], Irak [Sud-Kurdistan], Syrie [Ouest-Kurdistan ou Rojava]). Niés dans leur existence, sommés d'abdiquer leur identité, persécutés, les Kurdes résistent depuis un siècle et élaborent progressivement des réponses d'une grande modernité pour trouver une issue au conflit avec les quatre Etats-nations qui les oppriment et faire reconnaître leurs droits politiques et culturels sur la scène internationale.



La Charte du Rojava, fondée sur le principe du « confédéralisme démocratique », est le contrat social mis en place depuis janvier 2014 dans les trois cantons du Rojava (Djezire, Kobanê et Efrin) en Syrie. Elle intègre les valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes, elle se construit autour des comités locaux, elle prend en compte la diversité ethnique et religieuse. L'économie y est basée sur les coopératives, l'initiative des femmes.

Cette politique démocratique, laïque, féministe, autogestionnaire et internationaliste se prolonge au Nord-Kurdistan par une mobilisation populaire pour l'auto-gouvernement des communes et cantons du sud-est de la Turquie. Le gouvernement fasciste de l'Etat turc y répond par une répression et des massacres de masse sous prétexte d'« éradiquer » le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), classé dans la liste des organisations terroristes de la Turquie, des Etats-Unis et de l'Union européenne. Un contre-sens total de Trump, Juncker et Macron, qui appuient Erdogan, le président de la Turquie, dont le parti, l'AKP, a soutenu et financé Daech, alors que les forces armées du PKK sont en première ligne pour le combattre. Erdogan refuse de libérer son diri-